

Que pouvons-nous attendre du congrès de Montreux ?

Autonomie Fédéraliste vous rappelle que le Comité central élu à Lyon il y a deux ans a laissé le Mouvement dans l'immobilisme le plus absolu. Dès lors l'unification économique, qui progresse constamment, a englobé des intérêts de plus en plus nombreux, a fait surgir de grands problèmes d'ordre intérieur et international et en est arrivée à rendre d'actualité même le problème de l'unité politique de l'Europe. Pendant ce temps la majorité du Comité central s'est amusée à élaborer la Charte philosophique du fédéralisme. Elle aurait dû entreprendre une action unitaire pour faire sentir le poids du fédéralisme partout où l'on parlait d'unité européenne. Elle ne l'a pas fait. Elle n'a même pas pris position dans les moments cruciaux de cette évolution politique. Quand de Gaulle refusa à la Grande-Bretagne l'entrée dans le Marché commun, le M.F.E. fut la seule organisation qui ne fit pas connaître son avis à ce sujet.

Pouvons-nous espérer que le Congrès de Montreux renverse cette majorité incapable et modifie cette désastreuse situation? Non, étant donné le statut et la procédure du Congrès. Le statut attribue comparativement peu de sièges aux régions qui vantent de nombreuses inscriptions et beaucoup de sièges à celles où il y a peu d'inscrits, réduisant ainsi de façon drastique au sein du Congrès la force de ceux qui pourraient transformer le Mouvement en en prenant la direction et en appliquant partout les méthodes d'autonomie financière organisationnelle et politique qui ont déjà fait leur preuve dans les régions où elles ont été appliquées et où le fédéralisme constitue déjà une force. D'autre part la procédure du Congrès, séparant le vote des résolutions politiques du vote pour l'élection du Comité central, détache la majorité du choix de la ligne politique et la rend tout-à-fait irresponsable.

Au sein du M.F.E. existent diverses tendances: celle de la Charte philosophique, celle qui veut seulement appuyer, dans chaque parti national, tous ceux qui sont favorables à l'Europe, celle qui veut s'allier avec les gauches nationales modérées, celle qui veut construire un parti fédéraliste et enfin la nôtre. Mais les délégués, qui pourront à coup sûr voter pour la liste d'Autonomie Fédéraliste car nous n'accepterons de compromis avec personne pour obtenir davantage de sièges au sein du Comité central, n'auront certainement pas le choix entre autant de listes qu'il existe de tendances. N'étant pas obligés de présenter un programme d'action propre pour les deux prochaines années, et pouvant au contraire s'aligner sur une « profession de foi » bonne pour tous les usages, les représentants de presque toutes les tendances se réuniront en une seule liste dans le but de former à tout prix la majorité et de soustraire le plus grand nombre possible de sièges au Comité central. C'est ainsi que se formera de nouveau une majorité contradictoire incapable de manifester une volonté politique et de mettre en oeuvre un programme d'action.

Mais nous réussirons également à rompre l'immobilisme de la majorité en agissant à la base et en préparant une situation telle que même le problème du Comité central pourra être résolu à l'avenir. Nous irons de l'avant avec le Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen qui permet de faire participer directement les Européens à la construction de l'Europe politique, ainsi que de renforcer l'organisation du M.F.E. là où elle existe et de la créer là où elle n'existe pas encore. Nous réclamerons sans trêve un Congrès extraordinaire pour la réforme du Statut et pour l'adoption de la « Charte » dont le Mouvement a vraiment besoin. Et tôt ou tard, tous les fédéralistes de bonne foi nous suivront.